



HAL
open science

Entre prédation et production: l'économie du conflit bosniaque

Xavier Bougarel

► **To cite this version:**

Xavier Bougarel. Entre prédation et production: l'économie du conflit bosniaque. Jean-Christophe Ruffin/François Jean (dir.), Economie des guerres civiles, Hachette, pp.41-63, 1995. halshs-00253016

HAL Id: halshs-00253016

<https://shs.hal.science/halshs-00253016>

Submitted on 13 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Entre prédation et production : l'économie du conflit bosniaque », in : Jean-Christophe Ruffin / François Jean (dir.), *Economie des guerres civiles*, Paris : Hachette, 1995, pp. 233-268.

Xavier BOUGAREL

Généralement, l'idée d'économie de guerre est associée à celle de mobilisation de l'économie, sous l'étroit contrôle de l'Etat. Il est même possible de définir les économies socialistes comme des "économies mobilisées", et donc comme des économies de guerre en tant de paix¹. Mais, outre que le conflit bosniaque se situe justement dans un contexte d'effondrement de ces économies socialistes, la spécificité du socialisme yougoslave résidait dans une décentralisation et une faiblesse relatives de l'Etat. Ainsi, sur le plan économique, le système "autogestionnaire" accordait l'essentiel des pouvoirs aux élites politiques républicaines et locales d'une part, aux élites managériales des entreprises socialisées d'autre part. Sur le plan militaire, les difficiles rapports entre fédération et républiques fédérées se reflétaient dans la coexistence, au sein du système de "défense populaire généralisée", d'une Armée populaire yougoslave fédérale et de Défenses territoriales républicaines².

Surtout, l'éclatement de la Yougoslavie socialiste en plusieurs Etats indépendants sous la poussée des nationalismes s'est accompagné, en Bosnie-Herzégovine, d'une décomposition de l'Etat particulièrement brutale³. Il est possible de distinguer quatre phases principales à ce processus, la première précédant le conflit et les trois suivantes en soulignant les principaux tournants:

- entre novembre 1990 et avril 1992, la victoire électorale des trois partis nationalistes⁴ provoque une exacerbation des pratiques communautaristes et des idéologies nationalistes. Cette évolution, précipitée à partir de juin 1991 par l'éclatement de la Yougoslavie et le déclenchement de la guerre en Croatie, se solde par une paralysie progressive des institutions républicaines, la constitution d'institutions parallèles et de "régions autonomes" serbes puis croates, l'apparition enfin de formations miliciennes;

- entre avril 1992 et mars 1993, suite à l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, le conflit éclate, opposant des forces bosniaques et croates coalisées à des forces serbes soutenues par

¹ Voir J. SAPIR, *L'économie mobilisée*.

² Sur le système économique yougoslave, voir entre autres D. DYKER, *Yugoslavia. Socialism, Development and Debt*. Sur le système de défense yougoslave, voir M. MILIVOJEVIC / J. ALLCOCK (ed.) *Yugoslavia's Security Dilemmas. Armed Forces, National Defence and Foreign Policy* et R. LUKIC, *La dissuasion populaire yougoslave*.

³ Sur la crise de l'Etat en Bosnie-Herzégovine, voir X. BOUGAREL, "Etat et communautarisme en Bosnie-Herzégovine", *Cultures et conflits*, n°15-16 automne-hiver 1994).

⁴ En 1991, la Bosnie-Herzégovine comptait 4 365 000 habitants, dont 43,7 % de Musulmans, 31,4 % de Serbes et 17,3 % de Croates. Aux élections de novembre 1991, les trois partis nationalistes correspondant aux trois principales communautés (Parti de l'action démocratique -SDA, Parti démocratique serbe -SDS et Communauté démocratique croate -HDZ) ont obtenu plus de 70 % des voix.

l'ancienne armée yougoslave⁵. Cette période marque une première phase dans l'éclatement institutionnel de l'Etat bosniaque (siège de la capitale Sarajevo, proclamation d'une "république serbe") et dans la territorialisation violente des communautés (offensives pour relier entre elles les différentes "régions autonomes" serbes, nettoyage ethnique à l'encontre des populations non-serbes);

- entre avril 1993 et février 1994, l'éclatement du conflit croato-musulman ouvre une seconde phase dans la décomposition institutionnelle (proclamation d'une "république croate d'Herceg-Bosna") et territoriale (nettoyage ethnique en Bosnie centrale et à Mostar) de l'Etat bosniaque. Ce conflit se solde par la dispersion des communautés musulmane et croate en une multitude d'enclaves⁶, par leur désagrégation interne (sécession de F. Abdic dans l'enclave musulmane de Bihac à l'automne 1993, effondrement militaire du HVO dans l'hiver 1993/94), suivie de leur reprise en main (formation du gouvernement de H. Silajdzic en octobre 1993, reprise en main de l'"Herceg-Bosna" par la Croatie en février 1994);

- à partir de mars 1994, la constitution d'une fédération croato-musulmane ouvre une phase de recomposition de l'Etat bosniaque, alors que la communauté serbe donne à son tour des signes de désagrégation interne (rupture entre la "république serbe" et la Serbie en août 1994, éclatement des dissensions politiques internes à la "république serbe" en 1995). Ces deux processus parallèles se traduisent par un renversement progressif du rapport de forces militaire, mais restent inachevés et incertains, comme le montre en particulier la difficile mise en oeuvre de la fédération croato-musulmane.

Le conflit bosniaque s'inscrit dans une recomposition des rapports communautaires et des réalités étatiques, et reste difficile à situer dans l'opposition classique entre conflits internes et conflits internationaux, ce dont témoignent les débats sur "guerre civile" ou "agression". Ceci explique aussi pourquoi ce conflit ne connaît pas, dans un premier temps du moins, d'économie de guerre au sens classique du terme. L'étude de l'économie spécifique au conflit bosniaque présente dès lors plusieurs difficultés. La première réside dans le fait que les informations sur cette économie restent très parcellaires et sujettes à caution, et que les appareils analytiques et conceptuels permettant d'en appréhender les spécificités font défaut. La seconde vient du fait que, ne constituant ni la motivation première de son déclenchement, ni même le facteur principal de son évolution, cette économie doit être en permanence resituée dans le cadre général du conflit. Dans cet article, il s'agit donc moins de faire une description exhaustive ou une analyse synthétique de l'économie du conflit bosniaque que d'en souligner les principaux traits, avant d'en décrire les crises et les mutations, en interaction avec l'évolution générale du conflit.

De l'économie de production à l'économie d'assistance et de prédation

⁵ Les forces armées serbes sont organisées au sein de l'Armée de la République Serbe (VRS), les forces armées bosniaques -majoritairement musulmanes- au sein de l'Armée de Bosnie-Herzégovine (ABH) et les forces armées croates au sein du Conseil de Défense Croate (HVO).

⁶ Dès 1992, les conquêtes territoriales serbes entraînent la constitution à côté de Sarajevo, capitale assiégée, de plusieurs enclaves musulmanes (Bihac et sa région en Bosnie occidentale, Srebrenica, Zepa et Gorazde en Bosnie orientale). En 1993, l'éclatement des affrontements croato-musulmans provoque l'enclavement de Mostar-est et de l'ensemble des territoires sous contrôle musulman (Bosnie centrale autour de Zenica et nord-orientale autour de Tuzla). A l'intérieur de ces territoires apparaissent plusieurs enclaves locales croates (Zepce, Vares, Vitez-Busovaca-Novi Travnik, Kiseljak-Kresevo), encerclant parfois elles-mêmes de petites enclaves musulmanes (ainsi, Zepce bloquant toute communication entre Maglaj et Tesanj et le reste des territoires sous contrôle musulman).

Entre novembre 1990 et avril 1992, le contrôle de l'économie constitue un des enjeux essentiels du démantèlement communautariste de la Bosnie-Herzégovine. Parvenus au pouvoir, les partis nationalistes entreprennent rapidement de se répartir ministères, administrations et entreprises socialisées, avant de s'opposer entre eux et de se substituer à l'appareil d'Etat, comme l'illustre le détournement au profit de ces mêmes partis des impôts dus par les entreprises qu'ils contrôlent. Cette communautarisation de l'économie conduit finalement à son éclatement institutionnel et territorial, à travers la constitution d'administrations et d'institutions financières propres aux "régions autonomes" serbes et croates, ou l'éclatement de certaines entreprises socialisées en entreprises "jumelles" bosniaques, serbes et croates. En avril 1992, l'ensemble des services publics et un certain nombre de grandes entreprises telles que *Energoinvest* (constructions hydro-électriques), *UNIS* (métallurgie et armement) ou *Sipad* (exploitation forestière) éclatent sur une base communautaire. Cet éclatement a pour finalité non seulement l'appropriation de leurs installations situées dans les différents territoires, mais aussi et surtout celle de leurs avoirs financiers et de leurs contrats en cours à l'étranger.

Le paradoxe de ces processus de communautarisation et de territorialisation réside dans le fait que, ayant parmi leurs principaux enjeux le contrôle de l'activité économique, ils conduisent à son étouffement progressif. Suite au déclenchement du conflit en avril 1992, ce paradoxe apparaît dans toute sa violence: la destruction ou l'asphyxie des centres industriels, l'interruption et le morcellement des réseaux de communication et de distribution, l'ampleur des pertes et des déplacements de population⁷ entraînent une chute extrêmement brutale de l'activité économique, les autorités bosniaques situant en 1994 le P.N.B. à 25 %⁸, et celui de la production industrielle à 10%⁹ de leur niveau d'avant-guerre.

Cette économie de production résiduelle ne parvient à couvrir ni les besoins primaires des populations civiles, malgré le développement d'une économie de subsistance symbolisée par la prolifération de petits jardins potagers dans les parcs et sur les balcons, ni ceux en armement des formations armées, malgré la présence de nombreuses usines d'armement en Bosnie-Herzégovine et la reconversion de certains autres établissements industriels au cours du conflit. Même dans ces deux domaines, cruciaux dans un contexte de guerre, les différents protagonistes s'appuient donc moins sur la mobilisation et l'accroissement des capacités productives que sur la captation de ressources déjà existantes, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine. En cela, l'économie du conflit bosniaque représente bien une de ces économies caractéristiques des conflits dits de "basse intensité", fondées avant tout sur l'assistance extérieure et la prédation intérieure.

En ce qui concerne l'assistance extérieure, celle-ci est essentiellement le fait des Etats (Serbie et Croatie pour la "république serbe" et l'"Herceg-Bosna", pays musulmans pour le gouvernement bosniaque), des diasporas et des organisations humanitaires. Alors que l'assistance des Etats porte avant tout sur l'armement et l'encadrement des armées et reste contrôlée par des réseaux centralisés et confidentiels, celle des organisations humanitaires vise à assurer la survie des populations civiles et se caractérise par sa visibilité et sa

⁷ Selon les estimations du HCR, la Bosnie-Herzégovine compterait en janvier 1995 3 715 000 habitants, parmi lesquels 1 325 000 personnes déplacées (voir UNHCR, *Information Notes on Former Yugoslavia*, n° 2/95, février 1995). La différence (-650 000) entre ce nombre et celui du recensement de 1991 s'explique par les pertes humaines liées au conflit (et dont le nombre va de 50 000 à 200 000 selon les estimations) et les mouvements de population hors de Bosnie-Herzégovine.

⁸ *Oslobodjenje* (édition européenne), 23 juin 1994.

⁹ *Oslobodjenje*, 22 avril 1994.

dispersion. L'assistance des diasporas occupe une place intermédiaire, puisqu'elle concerne tant l'aide aux populations civiles que le soutien aux forces armées, et peut s'effectuer de façon relativement centralisée par l'intermédiaire de réseaux partisans, ou au contraire de façon très diffuse à travers les associations locales et les solidarités familiales. Cette assistance extérieure représente un élément irremplaçable dans la logistique des différentes armées et dans la subsistance des populations civiles, les autorités bosniaques estimant ainsi en 1994 que 85 % de leur population dépend de l'aide humanitaire pour sa survie¹⁰. Pourtant, elle n'explique guère le fonctionnement des armées elles-mêmes, et en particulier les modes de prise en charge et de rémunération de leurs combattants.

Alors que l'armée serbe s'est appuyée sur l'infrastructure de l'ancienne armée yougoslave, l'armée bosniaque et le HVO croate se sont constituées à partir des structures républicaines ou locales de la Défense territoriale et de la police. Cette différence explique la supériorité en armes et en cadres dont bénéficie l'armée serbe, en particulier dans les premières phases du conflit. La façon dont le pouvoir serbe s'est assuré le contrôle de l'armement des forces armées yougoslaves pourrait d'ailleurs être assimilée à une "prédation institutionnelle", comme en témoignent la confiscation des armes des Défenses territoriales par l'armée fédérale en 1990. Inversement, dans les premières semaines du conflit, les forces musulmanes et croates s'évertuent à s'emparer des stocks d'armes de l'armée yougoslave, encerclant les casernes et les dépôts de munition (Bosnie centrale, Mostar), attaquant les colonnes de l'armée se retirant des casernes (Sarajevo, Tuzla) ou monnayant aux officiers commandant ces casernes l'abandon sur place des armes confisquées à la Défense territoriale (Zenica). Le contrôle de certains dépôts de munition et de certaines usines d'armement donne en outre lieu aux premiers affrontements armées entre forces musulmanes et croates.

Malgré ces différences, le recrutement initial des trois armées s'appuie pareillement sur des formations miliciennes de deux types: les milices locales d'une part, les milices politico-mafieuses d'autre part. Cette dichotomie originelle se perpétue au cours du conflit, malgré l'intégration formelle des milices aux armées, les milices locales se transformant le plus souvent en brigades locales, essentiellement défensives et statiques, et les milices politico-mafieuses en "unités spéciales", mobiles et offensives. L'effondrement de l'économie de production et la désorganisation de l'appareil administratif ayant tari les ressources fiscales de l'Etat, la prise en charge et la rémunération des combattants ne sont plus assurées par ce dernier. Certes, dans le cas de l'armée serbe et du HVO, la rémunération salariale des officiers et de certaines "unités spéciales" reste assurée par l'Etat voisin. Mais l'entretien des brigades locales est lui-même assuré au niveau local, les fonds nécessaires étant le plus souvent fournis par diverses taxes instaurées par les municipalités, ou par des contributions volontaires (travailleurs émigrés, notables et entrepreneurs locaux, entreprises socialisées).

Dans certains cas, de grandes entreprises socialisées jouent un rôle prédominant dans la prise en charge des brigades locales comme de la population civile. Il en va ainsi à Velika Kladusa, avec l'entreprise *Agrokomerc* contrôlée par F. Abdic (voir plus loin), mais aussi à Zenica, municipalité contrôlée par le SDA mais dont l'aciérie reste contrôlée par les ex-communistes. Disposant de fonds importants, l'aciérie de Zenica assure directement, de 1992 à 1994, l'acheminement de l'aide humanitaire pour les familles de métallurgistes, ainsi que l'entretien de deux brigades composées de ses anciens salariés.

¹⁰ *Oslobodjenje* (23 juin 1994).

Sauf exceptions locales liées à l'économie de prédation, les soldes versées aux combattants de base des différentes armées sont dérisoires, voire inexistantes. Pendant toute la durée du conflit, la solde mensuelle versée aux combattants de base des armées serbe et bosniaque ne dépasse pas l'équivalent de quelques DM. En décembre 1993, le ministre bosniaque de la défense H. Hadzihasanovic annonce officiellement qu'"en attendant un rétablissement de la circulation monétaire, des biens alimentaires ou du combustible seront distribués aux familles de martyrs ou de blessés et aux combattants, en remplacement de soldes sans valeur"¹¹. Dans le conflit bosniaque en effet, la prise en charge du combattant s'effectue essentiellement en nature: il s'agit non seulement de lui procurer équipement, nourriture et assistance médicale, mais aussi d'assurer à sa famille un logement, un accès aux services publics (électricité, gaz, soins médicaux) et à l'aide humanitaire, ainsi qu'une aide en cas d'invalidité ou de décès du combattant. Inversement, en cas de non-réponse à l'ordre de mobilisation, la famille du déserteur perd le plus souvent tout accès aux services publics et à l'aide humanitaire, et peut se voir privée de son logement (expulsion dans le cas d'un logement social, confiscation dans le cas d'une maison ou d'un appartement privé). La punition des actes de désertion peut alors constituer une forme dissimulée de prédation et de nettoyage ethnique.

Les armées entre assistance et prédation

Liés à la population civile locale, les combattants des brigades locales s'insèrent donc dans l'économie de subsistance et d'assistance qui la fait vivre. A l'inverse, les combattants des milices politico-mafieuses et des "unités spéciales" sont les principaux acteurs de l'économie de prédation née de la guerre, et dont les formes correspondent à celles du conflit lui-même, à savoir le racket et le pillage liés au déplacement forcé des populations ("nettoyage ethnique") d'une part, les prélèvements et les trafics liés au fractionnement des territoires (enclavement) d'autre part.

Le nettoyage ethnique, pratiqué systématiquement par l'armée serbe et par le HVO d'Herzégovine occidentale¹², s'accompagne le plus souvent d'un pillage des territoires conquis (confiscation des équipements industriels et agricoles, des véhicules, des biens mobiliers) et d'un racket des populations expulsées (extorsion sous la menace des devises et des objets de valeur). Ainsi, au début de la guerre, l'armée serbe s'empare de plusieurs milliers de voitures Golf dans les entrepôts de l'usine TAS de Sarajevo, et d'importants stocks d'aluminium à Mostar, ce qui représente probablement les prises de guerre les plus importantes de tout le conflit. Formes directes et brutales de prédation, le pillage et le racket sont parfois pratiqués de façon aussi systématique que le nettoyage ethnique lui-même, et dissimulés alors sous des formes "légales" ou "commerciales": en "république serbe", dans des villes comme Banja Luka ou Bijeljina, les personnes expulsées doivent déclarer par écrit qu'elles renoncent "volontairement" à leurs biens et s'acquitter de différents "frais administratifs" et "frais de transport" auprès d'"agences spécialisées" liées aux autorités politiques locales aux milices politico-mafieuses.

L'imbrication des différents territoires les uns dans les autres suscite d'autres formes de prédation plus indirectes et plus insidieuses. Le contrôle des axes routiers conduisant aux

¹¹ *Oslobodjenje* (31 décembre 1993).

¹² Sur le nettoyage ethnique, voir entre autres Le nouvel observateur / Reporters Sans Frontières, *Le livre noir de l'ex-Yougoslavie* et le rapport rendu en juin 1994 par la Commission des Nations Unies sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie ("rapport Bassiouni"). Il convient de noter que si le nettoyage ethnique en tant que tel a fait l'objet de publications nombreuses et d'une qualité inégale, sa dimension économique a été généralement négligée.

territoires enclavés procure en particulier d'importantes ressources matérielles et monétaires, à travers le prélèvement d'une partie de l'aide humanitaire acheminée (entre 1992 et 1994, 30 à 50 % de l'aide humanitaire aurait ainsi été détournée par les différentes forces armées) ou l'instauration de taxes et de droits de péage. Dès le début du conflit, le HVO s'est spécialisé dans les prélèvements sur les convois destinés aux territoires sous contrôle musulman. Trois ans plus tard, malgré l'existence de la fédération croato-musulmane, les autorités croates d'"Herceg-Bosna" continuent d'exiger une part des armements destinés à l'armée bosniaque transitant par leurs territoires (le chiffre généralement avancé étant de 30 %), et de prélever des droits de douane sur les marchandises à destination des territoires sous contrôle musulman.

Enfin, les situations d'enclavement provoquent une hausse vertigineuse du prix des biens de consommation courante (nourriture, alcool et cigarettes, dérivés pétroliers, produits d'entretien, piles électriques etc.), et un effondrement de celui des biens d'équipement (voitures, matériel hi-fi et électroménager, etc.), dont la population doit se séparer pour survivre. Sur ces distorsions de la structure des prix s'établissent alors de multiples et très profitables trafics (acheminement et vente de biens de consommation courante, achat et revente à l'extérieur des biens d'équipement), bénéficiant aux formations militaires ou aux autorités politiques locales situées sur certains points de passage à proximité de ces enclaves. Ainsi, dans et autour de Sarajevo, ces trafics sont dans une large mesure contrôlés par les unités des différentes armées situées dans les quartiers ouest (HVO de Stup, unités serbes d'Ilidza) ou aux abords immédiats (unités bosniaques du mont Igman et de Hrasnica, HVO de Kiseljak) de la ville assiégée. Dans l'enclave de Bihac, F. Abdic, notable local membre du SDA et membre de la présidence collégiale bosniaque, parvient entre 1992 et 1994, grâce à l'entreprise *Agrokomerc* et ses relations avec les autorités serbes et croates, à établir un "corridor humanitaire" reliant l'enclave à la Croatie, via la "république serbe de Krajina" et son propre fief de Velika Kladusa.

Toutefois, cette distinction entre une économie de subsistance et d'assistance, dont dépendraient les brigades locales, et une économie de prédation que contrôleraient les formations armées mobiles et mafieuses doit être nuancée. D'une part, ces formations abandonnent aux combattants locaux la "petite" prédation: récupération des matériaux de construction dans les maisons préalablement vidées de leurs biens mobiliers, trafics portant sur de petites quantités (cigarettes, café, etc.) ou sur des biens produits localement et peu profitables (produits alimentaires frais, alcool de prune, etc.). D'autre part, l'assistance fournie aux combattants locaux peut être assimilée à une prédation, quand par exemple le logement accordé à la famille d'un combattant a été préalablement confisqué dans le cadre du nettoyage ethnique, ou quand l'aide humanitaire provient de prélèvements arbitraires et est en partie revendue sur le marché noir. Inversement, les formations armées et les autorités politiques qui contrôlent la "grande" prédation ont souvent une politique de redistribution locale, comme en témoignent la "générosité" des premières milices politico-mafieuses de Sarajevo envers la population de leurs quartiers respectifs, ou la relative aisance dont bénéficie celle de Velika Kladusa jusqu'au printemps 1994.

Economie de prédation et configurations politico-militaires

Par certains aspects, l'économie du conflit bosniaque ne fait que précipiter et renforcer les processus de communautarisation et de territorialisation qui le sous-tendent. Cela vaut en particulier pour les pratiques de prédation qui sont liées au nettoyage ethnique, et qui en constituent parfois une des motivations principales. Dans les premiers mois du conflit, le

HVO de Zenica attise ainsi délibérément l'hostilité contre les populations serbes locales, avant de leur proposer – moyennant finance – une évacuation vers les territoires de la "république serbe". A la même époque, les prélèvements systématiques du HVO sur les convois à destination des territoires sous contrôle musulman représentent un facteur majeur dans la rapide dégradation des relations croato-musulmanes.

A plus long terme, l'économie liée à l'imbrication et à l'enclavement des territoires constitue un facteur de complexification de la configuration politico-militaire du conflit. Certes, le morcellement des réseaux routiers, ferroviaires ou hydro-électriques – et urbains dans le cas de Sarajevo et de Mostar – peut constituer une arme économique majeure, comme le montrent les chantages réguliers exercés par l'armée serbe sur le ravitaillement en aide humanitaire ou sur l'alimentation en énergie et en eau potable des différentes enclaves musulmanes. Mais il oblige aussi les différents acteurs à maintenir une coopération économique minimale, comme l'illustrent cette fois le maintien conjoint à Sarajevo – par l'intermédiaire de la FORPRONU – des réseaux d'alimentation en eau, en gaz et en électricité, ou le fonctionnement des installations hydro-électriques de la Neretva pendant les affrontements croato-musulmans, et celui du gazoduc fournissant la Bosnie-Herzégovine en gaz russe... via la Serbie et les territoires de la "république serbe".

De même, les prélèvements sur l'aide humanitaire expliquent en partie les offensives limitées mais incessantes pour le contrôle ou l'interruption des axes routiers, ou les longues batailles diplomatiques autour des aéroports de Sarajevo et de Tuzla. Mais ils ont aussi pour effet une régulation et une harmonisation relatives du comportement des différentes armées, un blocage trop long de l'acheminement de l'aide ou des prélèvements trop importants pouvant entraîner le développement de modes d'acheminement alternatifs (changement d'axe routier, parachutages, etc.), une arrivée trop massive d'aide humanitaire risquant par contre de provoquer un effondrement des prix sur le marché noir.

Ceci explique pourquoi les unités de l'armée bosniaque basées à Hrasnica ont à plusieurs reprises provoqué des incidents visant à obtenir en rétorsion une fermeture des "routes bleues"¹³ par l'armée serbe, ou que cette dernière, tout en entravant l'acheminement de l'aide humanitaire vers les enclaves musulmanes, ont longtemps laissé l'armée bosniaque y transférer par hélicoptères d'importantes quantités de DM. De façon plus générale, les trafics engendrés par l'imbrication et l'enclavement des différents territoires impliquent, à un niveau plus ou moins élevé, une coopération entre forces militaires et politiques théoriquement opposées. Il est de notoriété publique que les autorités de la "république serbe" et de l'"Herceg-Bosna" n'ont jamais cessé de coopérer économiquement, l'"Herceg-Bosna" restant en 1995 encore un des principaux fournisseurs de la "république serbe" en dérivés pétroliers. Il est moins connu qu'au plus fort du blocus imposé en 1993/94 par le HVO aux territoires sous contrôle musulman, les municipalités de Banja Luka et de Zenica ont mis en place des échanges économiques importants quoi que discrets, transitant par le mont Vlasic et permettant aux autorités locales de Zenica de s'enrichir en ravitaillant à prix forts le marché noir de la ville de Tuzla¹⁴.

¹³ Les "routes bleues", reliant Sarajevo aux territoires sous contrôle musulman, ont été créées en mars 1994 suite à l'ultimatum de l'OTAN et au retrait des armes lourdes autour de Sarajevo. Ces "routes bleues" n'ont été ouvertes qu'épisodiquement, des considérations diplomatiques et militaires générales ou des incidents locaux ayant conduit à leur fermeture régulière par l'armée serbe. Entre temps, l'armée bosniaque a établi une piste reliant, via le mont Igman, la Bosnie centrale à Hrasnica, et un tunnel reliant Hrasnica au quartier de Dobrinja.

¹⁴ La ville de Banja Luka se trouve en territoire sous contrôle serbe, les villes de Zenica et de Tuzla en territoire sous contrôle musulman.

Ce type de coopération provoque l'émergence, au niveau local, de systèmes rentiers et mafieux dont les logiques contournent, voire contredisent la configuration générale du conflit. Dès l'automne 1992, le responsable de la police de Sarajevo B. Alispahic accuse la "mafia musulmano-croato-serbe" de maintenir délibérément le siège de Sarajevo¹⁵. Quelques mois plus tard, en juillet 1993, la prise par l'armée serbe du mont Igman, présenté jusqu'alors comme la tête-de-pont d'une imminente libération de Sarajevo tenue par les "unités spéciales" de l'armée bosniaque, révèle les motivations et les activités réelles de cette pléthore de héros: le contrôle des circuits du marché noir à destination de la ville assiégée. Plus préoccupées par leurs rivalités et leurs trafics avec l'armée serbe que par le désenclavement de la ville, certaines d'entre elles vont jusqu'à vendre leur position lors de l'offensive de cette dernière¹⁶.

Dans la période 1992/94, plusieurs enclaves croates de Bosnie centrale telles que Kiseljak, Vares ou Zepce s'érigent en véritables "plaques tournantes" entre territoires serbes et musulmans (transferts de population, trafics de marchandise et d'armement), tout comme Velika Kladusa devient le carrefour de tous les trafics entre la Croatie, les "républiques serbes" et l'enclave musulmane de Bihac. Les logiques économiques mafieuses deviennent alors déterminantes dans l'attitude de certains acteurs militaires et politiques locaux, comme en témoignent en 1993/94 la criminalisation croissante de l'"Herceg-Bosna" croate, ou le développement des phénomènes de coopération militaire à base purement financière. De tels phénomènes apparaissent dès 1992, le HVO d'Herzégovine vendant à prix fort son soutien en artillerie à une armée bosniaque naissante et mal équipée, ou abandonnant à l'armée serbe ses positions autour de Jajce ou de Bosanski Brod¹⁷. En 1993, ils se généralisent et bénéficient en premier lieu à l'armée serbe, celle-ci vendant par exemple son soutien en artillerie aux forces armées bosniaques de Mostar et à celles de F. Abdic dans l'enclave de Bihac, tout en louant blindés et avions de chasse aux unités du HVO de Bosnie centrale. Ainsi, les quatre avions serbes abattus par l'OTAN le 28 février 1994 alors qu'ils tentaient de détruire les usines d'armement contrôlées par l'armée bosniaque à Bugojno et Novi Travnik, louaient apparemment leurs services au HVO¹⁸.

D'une localité à l'autre, les configurations militaires peuvent alors changer du tout au tout, le HVO de Zepce coopérant par exemple militairement avec l'armée serbe, quand celui de Tesanj, une trentaine de kilomètres plus loin, combat aux côtés de l'armée bosniaque. Suite à la constitution de la fédération croato-musulmane, la coopération militaire ouverte entre l'armée serbe et certaines unités du HVO prend fin, le HVO de Zepce levant ainsi le blocus de Maglaj et Tesanj. Il reste que, le plus souvent, le HVO n'accorde son soutien en artillerie à l'armée bosniaque que contre rémunération, et que des logiques économiques locales continuent d'entraver, voire de menacer des logiques politiques et militaires plus larges. Ainsi, le 8 mars 1995, le général V. Santic, commandant du HVO dans l'enclave de Bihac, est liquidé par des combattants d'une "unité spéciale" du Ve Corps de l'armée bosniaque. Cet assassinat, apparemment lié à la lutte pour le contrôle des trafics autour de cette enclave, intervient deux jours seulement après la signature à Bonn d'un accord de coopération militaire croato-musulman. Cinq mois plus tard, alors que l'armée croate et le Ve Corps de l'armée

¹⁵ *Muslimanski glas* (12 octobre 1992).

¹⁶ Voir le témoignage de R. Delic, commandant en chef de l'armée bosniaque (*Oslobodjenje*, 22 avril 1994).

¹⁷ La chute de ces villes à l'automne 1992 reste l'objet de polémiques et de spéculations diverses. S'il semble établi que le HVO a fait preuve d'une combativité pour le moins limitée, il reste difficile de savoir si celle-ci s'inscrit dans le cadre de combinaisons politiques et financières locales, ou dans celui d'échanges territoriaux décidés à un plus haut niveau.

¹⁸ Voir *Borba*, 8 et 12 mars 1994.

bosniaque viennent de désenclaver conjointement la région de Bihac, le contrôle du matériel militaire et des biens économiques abandonnés par les Serbes de Krajina donne lieu à de sérieuses escarmouches entre unités des deux armées.

Economie du conflit et désagrégation des communautés

La période des affrontements croato-musulmans entre avril 1993 et février 1994 marque l'apogée de l'économie de prédation propre au conflit bosniaque. Mais elle en révèle aussi les limites et les apories. Non seulement elle interfère dans les configurations politiques et militaires, mais elle précipite la désagrégation interne des communautés, comme l'illustrent à l'automne 1993 la sécession de F. Abdic dans le cas musulman, et la mutinerie de Banja Luka dans le cas serbe.

Les divergences entre A. Izetbegovic et F. Abdic au sein du Parti de l'Action Démocratique (SDA) et de la présidence collégiale bosniaque sont perceptibles dès 1990, et se cristallisent au cours de l'été 1993 autour d'un certain nombre d'évènements diplomatiques (nouveau plan de paix Owen-Stoltenberg rejeté par A. Izetbegovic) et militaires (affrontements croato-musulmans, défaite du mont Igman). Mais, outre que ces évènements ne sont pas sans rapport avec l'économie du conflit, la rivalité entre partisans d'A. Izetbegovic et de F. Abdic fait rage au niveau économique dès avril 1992, avant d'éclater au niveau institutionnel et politique en juin 1993.

Dans un premier temps, cette rivalité se solde par un *modus vivendi* : les partisans d'A. Izetbegovic s'emparent du ministère chargé de l'industrie d'armement (R. Mahmutcehajic)¹⁹ ainsi que des ambassades de la Bosnie-Herzégovine dans les Etats musulmans, les partisans de F. Abdic du ministère chargé du ravitaillement (A. Delimustafic). Par l'intermédiaire de la société d'import-export *Cenex* et d'un centre logistique établi à Rijeka en Croatie, F. Abdic et A. Delimustafic fournissent et transportent alors à prix fort l'essentiel des marchandises achetées par le pouvoir central bosniaque, et font main basse sur une bonne partie des avoirs financiers possédés à l'étranger par les banques et les entreprises bosniaques. Dès l'automne 1992 cependant, A. Delimustafic est destitué et inculpé pour détournement de fonds, une lutte acharnée s'engageant alors pour le contrôle des ressources économiques extérieures et intérieures. Les partisans d'A. Izetbegovic parviennent rapidement à contrôler l'essentiel des collectes de fond à l'étranger. Mais F. Abdic, grâce à son "corridor humanitaire", garde la mainmise sur les trafics vers l'enclave de Bihac, et sur les collectes de fond dans la diaspora originaire de cette région.

Surtout, quand F. Abdic commence à contester ouvertement A. Izetbegovic et le pouvoir central bosniaque à partir de juin 1993, il tente pour cela de s'appuyer sur le défaitisme de la population musulmane, son épuisement matériel, physique et moral. Or, si celui-ci s'explique d'abord par l'étouffement militaire et économique des territoires sous contrôle musulman, il est aggravé par la désorganisation de l'appareil d'Etat bosniaque et l'émergence, à Sarajevo comme en Bosnie centrale, de pouvoirs miliciens exerçant une terreur et une prédation brutales sur leur propre communauté. F. Abdic a alors beau jeu de mettre en avant la sécurité et la prospérité relatives dont bénéficie la population de Velika Kladusa. Certes, faute de relais politiques, il échoue à mobiliser les populations musulmanes en dehors de l'enclave de Bihac. Dans cette enclave par contre, la puissance économique d'*Agrokomerc* explique sa capacité à mobiliser une partie importante de la population civile et des notables locaux en

¹⁹ En octobre 1992, quelques 200 entreprises liées à l'effort de guerre sont placées sous la tutelle directe de ce ministère.

faveur de sa "Province Autonome de Bosnie Occidentale", proclamée en septembre 1993, puis à s'assurer le soutien de l'appareil policier et des deux brigades locales de Velika Kladusa dans sa confrontation avec le Ve Corps de l'armée bosniaque. En mars 1994, la création de la fédération croato-musulmane conduit la Croatie à interrompre le "corridor humanitaire" contrôlé par F. Abdic. Cette interruption entraîne alors l'essoufflement politique et militaire de la "Province Autonome de Bosnie Occidentale", symbolisé par la prise de Velika Kladusa par l'armée bosniaque cinq mois plus tard.

Alors que la communauté musulmane est secouée par une grave crise interne, où des divergences politiques affichées recouvrent des rivalités économiques souterraines, la communauté serbe connaît de son côté une crise interne dont les motivations économiques affichées masquent probablement des règlements de compte politiques²⁰. Le 10 septembre 1993 en effet, plusieurs unités de l'armée serbe se mutinent à Banja Luka, prennent le contrôle des bâtiments publics de la ville et forment un état-major de crise appelé "Septembre 1993". Celui-ci annonce l'arrestation de plusieurs "profiteurs de guerre" et exige un contrôle et une taxation des commerces les plus profitables (tabac, alcool, dérivés pétroliers, etc.) au profit de l'effort de guerre, ainsi qu'une amélioration du statut des combattants, des invalides et de leurs familles. Il dénonce le fait que "nous (...) sommes devenus des mendiants et des étrangers dans notre propre ville et notre propre pays", pendant que "d'habiles manipulateurs, avec la bénédiction du pouvoir en place, et menant à l'arrière une vie confortable et souvent mondaine, ont érigé leurs royaumes privés et réalisé leurs buts politiques pervers. Pompeusement promus par les médias, ils sont ensuite devenus d'un jour à l'autre les sauveurs de la nation serbe en jetant des miettes au peuple et à l'armée sous la forme de donations"²¹.

La mutinerie de Banja Luka, qui s'achève sans résultats significatifs, révèle au grand jour certains aspects de l'économie de la "république serbe", en particulier son système de "donations" à l'armée, alimenté par des "profiteurs de guerre" échappant par ailleurs à toute imposition, et dénoncé par les combattants comme par certains officiers supérieurs. Dans une lettre collective de protestation, des combattants du Ier Corps de Krajina dénoncent ainsi les entrepreneurs privés qui "ont le pouvoir parce qu'ils ont l'argent, un argent gagné en grande partie pendant cette guerre, sur notre misère et notre sang" et qui "camouflent leurs machinations derrière des donations qui ne représentent même pas un millième de leur richesse injustement acquise"²². Quelques semaines plus tard, le général N. Simic, commandant le Corps de Bosnie orientale, estime que "l'armée ne peut pas vivre d'aumônes, car elle n'a pas apporté à cet Etat une aumône en territoires, mais a arraché une bonne part du gâteau bosniaque avec son héroïsme et avec ses vies. (...) Il est impossible que certains achètent une Mercedes pendant que d'autres n'ont pas de quoi manger, car des différences aussi drastiques sont intolérables en temps de guerre"²³.

Dans le cas serbe comme dans le cas musulman, l'économie spécifique sur laquelle repose le conflit, après avoir fourni les ressources et les motivations économiques nécessaires à la constitution des armées, s'avère donc extrêmement coûteuse. Sur le plan économique, elle se

²⁰ La mutinerie de Banja Luka survient au moment où apparaissent les premières divergences sérieuses entre R. Karadzic, président de la "république serbe", et S. Milosevic, président de la république de Serbie, et où ce dernier met fin à son alliance avec le Parti Radical Serbe (SRS) ultra-nationaliste de V. Seselj.

²¹ L'état-major des mutins ne se démarque cependant pas du projet nationaliste serbe, exigeant même le "nivellement national des cadres" soit, en d'autres termes, l'accélération du nettoyage ethnique dans les administrations et les entreprises et l'attribution des emplois ainsi "libérés" aux anciens combattants serbes. Voir *Borba* (11 septembre 1993) et *Vreme* (20 septembre 1993).

²² *Borba* (21 octobre 1993).

²³ *Stit*, organe du Corps de Bosnie orientale de l'armée serbe (janvier 1994), cité dans *Borba* (11 mars 1994).

solde par le détournement et l'épuisement des ressources affectées aux armées, et donc par une détérioration de leur équipement et de leur ravitaillement. Sur le plan social et politique, elle conduit à une polarisation croissante entre une petite minorité de "profiteurs de guerre" et une large majorité de la population réduite à la misère, et à une grave crise de motivation parmi les combattants. La capacité des autorités politiques et militaires des différentes communautés à rompre avec cette économie devient alors un facteur décisif dans l'évolution de leurs rapports de force militaires.

La Fédération croato-musulmane, ou le difficile retour vers une économie de production

Le 25 octobre 1993, H. Silajdzic, jusqu'alors ministre bosniaque des affaires étrangères, est désigné comme premier ministre d'un gouvernement profondément remanié²⁴. Dans son discours d'investiture, il mentionne parmi ses priorités "la survie de la population, car la faim et le froid menacent le peuple sur l'ensemble du territoire libre" et "le renforcement de la capacité de défense du pays", incluant autant "l'armement, de l'équipement et des autres moyens nécessaires pour la capacité et l'efficacité au combat de l'armée" que "la bonne prise en charge des familles de tous les membres des forces armées, à commencer par les familles de combattants décédés et blessés". Pour H. Silajdzic, ceci implique "l'adaptation du système économique et financier aux conditions réelles dans lesquelles le pays se trouve, la relance de la production et la réactivation des circuits commerciaux et financiers (...) [car] une époque de guerre exige une économie de guerre"²⁵.

Dans les semaines qui suivent, l'armée bosniaque élimine ou réintègre ses unités les plus incontrôlées, à Sarajevo comme en Bosnie centrale, destitue plusieurs de ses commandants de corps ainsi que son commandant en chef S. Halilovic, établit enfin un système de commandement strictement hiérarchisé, symbolisé par l'introduction des grades en son sein. Ce ressaisissement *in extremis* d'une communauté musulmane et d'un Etat bosniaque menacés d'implosion s'accompagnent d'une tentative de mettre en place une véritable économie de guerre. D'une part, le mode de financement de l'armée bosniaque est réorganisé: un impôt de 10% sur l'ensemble des revenus est instauré au niveau républicain, en remplacement des multiples systèmes de taxation locale ou de contributions volontaires. Centralisées par le ministère des finances, ces ressources fiscales doivent ensuite être réparties par le ministère de la défense et les différents corps d'armée, sans interférence des autorités politiques locales. D'autre part, l'ensemble des entreprises socialisées sont étatisées²⁶, le nouveau ministre de la défense H. Hadzihanovic annonçant que "toutes les entreprises qui ne s'engageront pas à livrer des marchandises ou à produire des services dans des quantités et des délais précis, ou qui ne rempliront pas les engagements pris, seront dissoutes"²⁷.

Toutefois, cette insistance sur l'économie de guerre reste partielle. Si H. Silajdzic considère qu'"il existe des possibilités concrètes pour que soient assurés les biens et les vivres

²⁴ Jusqu'à cette date, et malgré les affrontements croato-musulmans, le gouvernement bosniaque reste un gouvernement de coalition entre le Parti de l'Action Démocratique (SDA) et la Communauté Démocratique Croate (HDZ).

²⁵ *Oslobodenje* (5 novembre 1992).

²⁶ Dans le système "autogestionnaire" yougoslave, l'entreprise socialisée est définie comme propriété du collectif de travail, et sa direction théoriquement élue par ce dernier. En juin 1994, les entreprises socialisées sont toutes étatisées; elles deviennent alors la propriété de l'Etat et la nomination de leur direction est du ressort du gouvernement.

²⁷ *Oslobodjenje* (31 décembre 1993).

indispensables" à la survie de la population, il n'en rappelle pas moins que "le point crucial reste l'arrivée de l'aide"²⁸. De même, si les activités industrielles sont soumises à une sorte de "communisme de guerre", les activités commerciales sont pour leur part libérées de la plupart des taxes et des restrictions dont elles étaient l'objet, et abandonnées à un "capitalisme sauvage". Pour le ministre bosniaque de la défense, ces mesures sont destinées à faire apparaître les "stocks de marchandises dissimulés", à "amener par des mesures incitatives les entrepreneurs privés à vendre ces marchandises et à s'en procurer ou à en produire de nouvelles", à "détruire les douanes locales, faire baisser les prix des marchandises, anéantir le marché noir et éliminer les criminels et les mafieux, locaux et étrangers, souvent déguisés en personnels humanitaires"²⁹. Mais la légalisation des stocks "d'origine inconnue" et l'autorisation des transactions en devises étrangères constituent en fait la légalisation implicite des fortunes constituées autour de l'économie de prédation.

Sur le plan militaire, la reprise en main de l'armée bosniaque contribue au renversement du rapport de force face au HVO croate, l'effondrement militaire et politique de l'"Herceg-Bosna" étant là encore stoppé *in extremis* par l'intervention de la Croatie. Le cessez-la feu entre armée bosniaque et HVO, puis la constitution de la fédération croato-musulmane à partir de mars 1994, permettent alors la réouverture des axes routiers en Bosnie centrale, favorisent une reprise rapide de l'acheminement de l'aide humanitaire et des activités commerciales, et donc une chute des prix des biens de consommation courante dans les territoires sous contrôle musulman. Au cours de l'année 1994, les autorités bosniaques parviennent progressivement à rétablir certaines infrastructures économiques de base (distribution d'électricité, transports et télécommunications, circuits financiers et bancaires), et à faire des territoires sous contrôle musulman un espace économique relativement homogène, où les disparités régionales de prix ou de taux de change ont pratiquement disparus³⁰.

Cette réorganisation économique se reflète au niveau monétaire. Entre avril 1992 et décembre 1994, les territoires sous contrôle musulman connaissent un triple système de paiement (bons-dinars bosniaques-DM). Le dinar bosniaque n'ayant en fait qu'une valeur et une utilisation symboliques, l'économie monétaire bosniaque est partagée entre les bons, versés en guise de salaire ou de pension et servant au paiement des services publics, et les DM, servant au règlement des transactions privées. Ce partage de l'économie monétaire correspond largement à celui entre économie d'assistance et économie de prédation. L'introduction en décembre 1994 d'un nouveau dinar relativement stable met fin à ce dualisme et marque l'établissement d'un véritable système monétaire bosniaque.

Pourtant, la reprise de l'activité industrielle semble relativement modeste. Le succès limité de la mobilisation économique voulue par H. Silajdzic s'explique d'abord par les effets directs de la guerre, du délabrement des équipements industriels au poids des populations déplacées, en passant par la pénurie de personnel qualifié. Il s'explique également par la réalité de la fédération croato-musulmane, simple juxtaposition de deux entités politiques et de deux espaces économiques distincts, l'"Herceg-Bosna" ayant introduit la kuna croate comme monnaie officielle et établi son propre régime fiscal et douanier. Mais il est aussi imputable aux pratiques du Parti de l'Action Démocratique (SDA), celui-ci privilégiant l'appartenance

²⁸ *Oslobodjenje* (5 novembre 1993).

²⁹ *Oslobodjenje* (31 décembre 1993).

³⁰ Ces remarques ne concernent que partiellement Sarajevo, et aucunement les enclaves musulmanes de Bosnie occidentale et orientale, soumises à un étranglement économique de plus en plus sévère jusqu'à leur écrasement par l'armée serbe (Srebrenica et Zepa en juillet 1995) ou leur désenclavement par l'armée croate (août 1995). Sur la situation économique dans l'enclave de Srebrenica, voir *Vreme* (3 octobre 1994).

nationale et politique au détriment de la compétence professionnelle dans le renouvellement des cadres administratifs et industriels, et s'assurant le contrôle de la population civile grâce à une distribution clientéliste de l'aide humanitaire.

Les difficultés de la réorganisation économique représentent du reste un enjeu essentiel dans le conflit qui s'exacerbe entre A. Izetbegovic et son entourage, soutenus par le SDA, et H. Silajdzic, rejoint par les partis d'opposition. En janvier 1995, A. Izetbegovic constate ainsi devant les organes dirigeants du SDA le fait que règne toujours sur le plan économique "l'imprécision totale, voire le chaos", estime que "le ravitaillement de l'armée, en particulier quand il s'agit de la nourriture et de l'habillement, ne peut pas être abandonnée à la débrouillardise du commandant local ou à la plus ou moins grande compréhension du maire", et dénonce "les individus et les groupes qui (...) ont pris possession de l'ancienne propriété sociale et se comportent en propriétaires. Certaines entreprises ne profitent aucunement à l'Etat, mais à des individus". A. Izetbegovic s'en prend alors à "l'engagement disproportionné du gouvernement et du premier ministre dans les questions de politique extérieure, qui relèvent de la présidence de l'Etat", et lui demande de "consacrer son attention aux questions de la vie quotidienne, qui ne sont pas moins importantes pour la survie et l'avenir du pays"³¹. Sept mois plus tard, H. Silajdzic, reproche à son tour au SDA d'entraver l'action du gouvernement, et de détourner l'aide des pays musulmans au détriment du budget de l'Etat bosniaque, menaçant même de démissionner.

Au printemps 1994, la reprise d'une certaine activité économique et commerciale s'accompagne d'une vague de mécontentement parmi les combattants de l'armée bosniaque. La visibilité nouvelle des "profiteurs de guerre", la professionnalisation du corps des officiers, la reprise d'activité de certaines entreprises soulignent par contraste la médiocrité et la précarité du statut des combattants. La frustration de ces derniers s'exprime alors dans leurs remontrances contre les "profiteurs de guerre", les "généraux de salon" et les "planqués", ou dans leurs revendications sur la nourriture, la prise en charge des familles d'invalides et de martyrs ou la garantie d'un retour à l'emploi après la guerre. En mai 1994, le commandant en chef de l'armée bosniaque R. Delic avertit même que, "au cas où des mesures ne seraient pas prises de toute urgence, nous assisterions à une démotivation totale et à un abandon des positions [par les combattants]"³².

Cette frustration, relayée par certains officiers supérieurs, révèle des tensions sociales fortes au sein d'une société bosniaque profondément remaniée par la guerre, ainsi qu'entre autorités civiles et militaires. Elle est par la suite canalisée et réinstrumentalisée par le Parti de l'Action Démocratique (SDA), comme le montrent sa mainmise sur les organisations d'anciens combattants ou sa demande, passablement démagogique et adressée à H. Silajdzic, d'assurer à partir du 1er septembre 1995 un salaire mensuel de 100 DM au moins à tout membre de l'armée et de la police³³. De son côté, le gouvernement bosniaque annonce un certain nombre de mesures, allant de l'amélioration de la nourriture au front à l'attribution prioritaire d'emplois et d'appartements aux anciens combattants.

L'interdiction faite alors à certaines entreprises de verser des salaires en devises à leurs employés, ou l'idée de rémunérer les combattants en leur distribuant des actions des futures entreprises privatisables montrent à quel point, en Bosnie-Herzégovine, le retour d'une économie d'assistance et de prédation vers une économie de production s'avère laborieux et

³¹ *Oslobodjenje* (26 janvier 1995).

³² *Oslobodjenje* (3 juin 1994).

³³ Voir *Ljiljan* (26 juillet 1995).

délicat. Du reste, les traits caractéristiques de l'économie de prédation sont loin d'avoir disparus au sein de la fédération croato-musulmane. Ainsi, la prospérité économique relative de l'"Herceg-Bosna" provient autant de son rattachement à l'espace économique croate que d'une prédation "légale" (fiscale et douanière) au détriment des territoires sous contrôle musulman. Ceux-ci restent pour leur part caractérisés par un dénuement économique persistant et, de l'aveu même d'A. Izetbegovic, "la plus grande partie des travailleurs et des soldats ne perçoit aucun revenu et (...) leurs familles vivent de l'aide humanitaire.(...) Cette situation nous rend dépendants de l'extérieur (FORPRONU, UNHCR, etc.), conduit à un départ continu des cadres hautement et moyennement qualifiés et agit de façon dissuasive sur le retour des réfugiés"³⁴.

La « république serbe » et la logique « anti-économique » du conflit bosniaque

Quand, en octobre 1993, le parlement de la "république serbe" se réunit pour discuter de la mutinerie de Banja Luka, son président M. Krajisnik déclare que "de notre capacité à construire un Etat de travail, d'ordre, de justice, d'économie de marché, de démocratie, de légalité et d'individus vivant en liberté et en sécurité, dépend l'existence même de la 'république serbe'"³⁵. Dix mois plus tard, après l'imposition par la Serbie d'un embargo économique à la "république serbe", R. Karadzic appelle ce même parlement à "abandonner notre mode de vie et de travail actuel, à proclamer l'état de guerre, à introduire une économie de guerre, à mobiliser l'ensemble de la population dans des brigades de combat et de travail, à administrer les entreprises de sorte qu'elles produisent pour la guerre et pour le front"³⁶. Un nouveau gouvernement, dirigé par Z. Kozic, crée différents états-majors (pour l'énergie, pour l'activité industrielle, pour le ravitaillement de l'armée, etc.) comme préalables à l'instauration d'une véritable économie de guerre, tout en libéralisant complètement le commerce de l'essence afin de permettre un meilleur contournement de l'embargo.

Par certains aspects, ces mesures rappellent celles du gouvernement de H. Silajdzic. Mais si la mise en place d'une économie de guerre est laborieuse pour l'Etat bosniaque, elle apparaît impossible dans le cas de la "république serbe". A plusieurs reprises, le parlement de la "république serbe" refuse de proclamer l'"état de guerre", et le caractère récurrent et incantatoire des discours sur la "mobilisation" de l'économie et de la société révèlent en fait l'inefficacité des mesures prises. Finalement proclamé le 28 juillet 1995, après la prise de Glamoc et Grahovo par l'armée croate, l'"état de guerre" semble rester lui aussi lettre morte. L'organe du Ier Corps de Krajina, basé à Banja Luka, fait ce constat désabusé: "Malgré le remplacement des conseils municipaux par des présidences de guerre, (...) [la population] continue de vivre de revenus mensuels insignifiants, ceux qui trafiquaient continuent de le faire, les catégories menacées de la population sont abandonnées à leur propre débrouillardise, et personne ne se soucie des familles des soldats, des invalides ou des combattants morts.(...) La base du ravitaillement reste les municipalités et les donations, ce qui n'est pas le signe d'une organisation rationalisée"³⁷.

Alors que l'armée bosniaque parvient, tant bien que mal, à améliorer le ravitaillement, et par là même la mobilité et la combativité de ses unités, celles de l'armée serbe semblent de plus en plus livrées à elles-mêmes. Le journal indépendant *Vreme* rapporte ainsi comment, en l'absence de tout système de financement et de ravitaillement performant, certaines brigades

³⁴ *Oslobodjenje* (26 janvier 1995).

³⁵ *Borba* (1er octobre 1993).

³⁶ *Borba* (19 juillet 1994).

³⁷ *Krajiski vojnik*, n°41/42 (août 1995).

en sont réduites à s'autofinancer: le commandant vend alors des permissions aux combattants les plus riches, l'argent récolté permettant d'acheter la nourriture et les vêtements nécessaires à la brigade³⁸. Cet épuisement matériel se reflète dans la crise morale qui ronge progressivement l'armée serbe.

Celle-ci est en effet affectée par des difficultés croissantes à combler ses effectifs, une multiplication des actes de désobéissance et de protestation (accrochages entre brigades locales et "unités spéciales", abandons de position par les combattants de l'armée serbe, manifestations de mères ou d'épouses de combattants) et une démotivation générale dans ses rangs. Interrogé à ce sujet, le général N. Zec souligne que "nous devons parvenir à ce que le combattant soit plus motivé au combat. Il doit savoir que s'il est blessé ou tué, sa famille sera prise en charge. Ce qui se passe sous ses yeux avec les familles de ses amis morts ne constitue pas une motivation"³⁹. Dans les faits, les "mobilisations générales" décrétées à intervalles réguliers se résument à un durcissement de la répression à l'encontre des combattants eux-mêmes, comme l'illustrent les rafles effectuées par la police militaire tant en "république serbe" qu'en Serbie, ou l'instauration de cours martiales suite à l'offensive du Ve Corps de l'armée bosniaque en novembre 1994. A terme, ces mesures ne font que renforcer les comportements d'escapisme de la population et accélérer ainsi l'épuisement démographique de la "république serbe"⁴⁰.

Parallèlement, les questions économiques provoquent des tensions croissantes entre autorités civiles et militaires. En avril 1995, suite aux premiers revers sérieux de l'armée serbe, son commandant en chef R. Mladic intime au parlement de la "république serbe" de choisir entre l'acceptation d'un compromis territorial ou la préparation à une guerre totale, passant par la professionnalisation de l'armée et une militarisation complète de l'économie. Parmi les mesures nécessaires, il mentionne l'institution d'un financement centralisé de l'armée, sous le contrôle du ministère de la défense et de l'état-major, et la priorité absolue aux combattants sur les civils dans la distribution de l'aide humanitaire, et sur les salariés dans le paiement de revenus monétaires. Le parlement, dont les membres sont pour la plupart liés à l'économie de prédation et au système de donations, rejette tout naturellement cette proposition. Quelques temps après, en août 1995, l'éclatement des contradictions politiques internes à la "république serbe" se traduit par un ralliement quasi-unanime des officiers de l'armée serbe à R. Mladic, destitué de son poste de commandant en chef par R. Karadzic et par un parlement non moins unanime.

Ce conflit entre R. Mladic et R. Karadzic est aussi l'écho de celui qui oppose la "république serbe" et la Serbie. Ce dernier porte sur des questions politiques (acceptation ou refus du plan de paix du "groupe de contact"), mais n'est pas exempt de dimensions économiques. Au demeurant, l'acceptation du plan de paix par la Serbie est avant tout motivée par la recherche d'une levée de l'embargo économique décrété en mai 1992 par l'ONU. Asphyxiée économiquement par cet embargo, l'Etat serbe ne peut pas indéfiniment consacrer quelque 20% de son PNB aux "républiques serbes" de Bosnie-Herzégovine et de Croatie. La dérive hyperinflationniste et la criminalisation croissante de son économie le contraignent également à engager un programme de redressement économique, symbolisée en janvier 1994 par la nomination de D. Avramovic comme gouverneur de la banque centrale, et par l'introduction d'un nouveau dinar yougoslave.

³⁸ Voir *Vreme* (28 août 1995).

³⁹ *Krajiski vojnik*, n° 41/42 (août 1995).

⁴⁰ Selon les estimations du HCR, les territoires de la "république serbe" (hors Sarajevo) compteraient en janvier 1995 1 240 000 habitants, contre 1 765 000 en 1991 (-525 000). Voir UNHCR, *Information Notes...*, op. cit.

Or, il s'avère que la "république serbe" représente un des principaux foyers d'inflation et de criminalité économique, le président de la nouvelle fédération yougoslave (Serbie et Monténégro) Z. Lilic dénonçant en août 1994 "la banque centrale de la république serbe qui a émis de la monnaie sans couverture, a fourni le marché noir [de devises] et a ainsi alimenté la flambée inflationniste en Yougoslavie"⁴¹. A la même époque, alors que la Serbie décrète à son tour un embargo économique contre la "république serbe", la presse de Belgrade est inondée de révélations sur les activités criminelles et l'enrichissement frauduleux de ses dirigeants.

Ces révélations expliquent pourquoi les dirigeants de la "république serbe", étroitement liés à l'économie de prédation et à la criminalité économique, n'ont ni la capacité, ni la volonté d'y mettre fin. Quand, en avril 1994, le premier ministre V. Lukic est écarté pour avoir "égaré" cinq millions de dollars destinés à l'achat de pétrole, il est remplacé par D. Kozic, un des responsables de la gestion des réserves stratégiques de l'armée, et à ce titre un des principaux trafiquants de cigarettes en "république serbe". Quand, dans les mois suivants, le parlement de la "république serbe" examine l'instauration de l'"état de guerre" sur l'ensemble de son territoire, ce projet est rejeté par des députés craignant de perdre, avec la centralisation et la militarisation de l'économie, l'essentiel de leurs pouvoirs et de leurs privilèges.

Il apparaît donc à quel point l'économie de prédation sur laquelle repose la "république serbe" est à terme contre-productive, tant elle génère de "fuites" et épuise les ressources de celle-ci. Ainsi, il semblerait que les stocks d'aluminium saisis à Mostar, d'une valeur de 4 000 000 DM, aient été échangés contre une quantité d'essence équivalente à... 300 000 DM⁴². De même, le produit de la revente sur les marchés russe et croate des Golfs saisies à Vogosca ne serait jamais revenu à l'armée, et certains stocks stratégiques de celle-ci (armes et munitions, dérivés pétroliers, etc.) auraient eux-mêmes été détournés vers le marché noir. Au-delà de cette seule criminalisation, ce sont les principes sur lesquels se sont constitués les "républiques serbes", en Croatie comme en Bosnie-Herzégovine qui s'avèrent profondément "anti-économiques". En constituant des territoires dont le seul fondement est ethnique, et en pratiquant un nettoyage ethnique systématique, elles se privent de tout espace économique cohérent, d'une partie importante de leur population active, et finalement de toute validité économique et démographique à long terme. Avatars de l'idée de "Grande Serbie", les "républiques serbes" risquent donc de provoquer à terme un rétrécissement jamais vu de l'espace de peuplement serbe, comme le montre d'ores et déjà l'effondrement de la "république serbe de Krajina" en Croatie en août 1995.

⁴¹ *Borba* (20 août 1994).

⁴² Voir *Vreme* (27 septembre 1993).